

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :

La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°2018-120 du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018, reçu par le contrôle de légalité le 27 juin 2018,

D'une part,

ET :

La commune VILLENEUVE-LOUBET représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA dûment autorisé en la matière par délibération n°DEL – 2018/CM 03/037 du Conseil Municipal en date du 29 mars 2018, reçu par le contrôle de légalité le 04 avril 2018,

D'autre part,

ARTICLE 1 :

Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :

Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.

En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :

Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.

Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I et par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113

ARTICLE 4 :

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.

La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :

Le coût d'un élève est calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement de toutes les écoles publiques de la commune d'accueil. Le montant total de ces dépenses est divisé par le nombre d'enfants scolarisés dans la commune d'accueil afin d'en définir le coût par élève.

Les imputations budgétaires prises en compte pour calculer ce coût sont :

- 60631 > Fournitures d'entretien
- 60632 > Fournitures de petit équipement
- 6067 > Fournitures scolaires
- 6068 > Autres matières et fournitures
- 611 > Contrat de prestations de service hors alimentation
- 6135 > Locations mobilières
- 61558 > Entretien et réparations sur autres biens mobiliers
- 6156 > Maintenance
- 6042 > Achat de prestation de service
- 6247 > Transports collectifs
- 606 > Eau et assainissement, Electricité, Gaz
- 6262 > Téléphonie
- 6218 > Autre personnel extérieur
- 641 > Rémunérations du personnel
- 645 > Charges patronales
- 6556 > Indemnités aux logements des instituteurs

ARTICLE 6 :

Le coût par élève, revu annuellement, fera l'objet chaque année d'une délibération du conseil municipal des 2 communes.

Le montant de la contribution due par la commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves scolarisés dans la commune d'accueil.

ARTICLE 7 :

Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.

Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :

Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :

Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

La délibération mentionnée à l'article 6 devra également être annexée à l'état des sommes à payer.

ARTICLE 10 :

La présente convention prend effet à compter de l'année scolaire 2017/2018. Elle est conclue jusqu'à la fin de ladite année.

Elle est reconductible par tacite reconduction pour 2 années scolaires soit jusqu'à l'année scolaire 2019/2020 incluse, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois maximum avant le 1^{er} septembre de l'année en cours.

Fait à Grasse, le 3 juillet 2018
En quatre exemplaires

Pour la « Commune de VILLENEUVE-LOUBET »
Le Maire,



Lionnel LUCA

Vice-président de la Communauté
d'Agglomération de Sophia-Antipolis

Pour la « Commune de Grasse »
Le Maire,



Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse